

La disponibilité sur le marché de l'emploi s'invite dans le débat budgétaire

“Le meilleur moyen de faire des économies, c’est que plus de gens travaillent et qu’ils travaillent plus longtemps.”

Une source interne à la N-VA

- Le gouvernement Michel cherche des sous pour équilibrer son budget 2019. Il manque 2,6 milliards d’euros.
- La N-VA propose quelques pistes.
- Pendant ce temps, la polémique sur le rapport du comité de monitoring tourne en eau de boudin.

Ce conclave avait démarré doucement, vendredi dernier. Un kern ou deux, des réunions entre experts des cabinets ministériels fédéraux... Mais là, les muscles commencent à être chauds. On va pouvoir entrer dans le vif du sujet et trouver les quelques centaines de millions qui devraient permettre au gouvernement fédéral de confectionner son budget 2019 (la réflexion est également entamée sur le budget 2020). Pour rappel, l’ardoise de départ a été fixée par le comité de monitoring à 2,6 milliards d’euros. Si le gouvernement Michel veut rester dans les clous de la trajectoire budgétaire qu’il s’est fixée, l’effort à réaliser sera donc conséquent. Une date prévue pour ficeler un accord? C’est flou. *“Les obligations vis-à-vis de l’Europe portent sur octobre. On ne veut donc pas s’enfermer dans un agenda, note une source fédérale. Mais on ne sera sans doute pas prêts pour la date symbolique du 21 juillet.”*

500 millions en “corrections”

Pour aider l’équipe de Charles Michel d’ici là, il y a les fameuses “corrections techniques”. Celles-ci s’élèvent à environ 500 millions d’euros, confie une autre source bien informée. Par ces “corrections techniques”, les experts de la “suédoise” réévaluent certaines données extraites du rapport du comité de monitoring. Il peut s’agir de revoir à la hausse, par exemple, le rendement financier de certaines mesures adoptées par le gouvernement dont le comité de

monitoring n’aurait pas, ou pas assez, tenu compte. Ce travail d’évaluation des “corrections techniques” est toujours en cours. *“Même si elles s’élevaient bien à 500 millions, il restera quand même 2 milliards à trouver, l’effort restera important”,* commente un collaborateur ministériel.

“Les meilleures mesures pour l’économie”

Alors, comment faire? C’est bien le débat actuel. Chaque formation de la coalition fédérale a balancé quelques idées. C’est le cas de la N-VA. Le principal parti de la majorité veut rebooster les finances publiques et l’économie belge en jouant sur la durée des carrières et sur la disponibilité sur le marché de l’emploi. *“Le meilleur moyen de faire des économies, c’est que plus de gens travaillent et qu’ils travaillent plus longtemps, explique un nationaliste flamand. C’est, par exemple, renforcer l’activation des chômeurs. C’est aussi rehausser l’âge de la prépension, renforcer la disponibilité active (obligation de rechercher un nouvel emploi, avec des contrôles à la clef). A la N-VA, c’est cela que l’on défend car c’est la meilleure mesure en faveur de l’économie et pour faire des économies budgétaires.”*

Aller plus loin sur les prépensions?

Un parti de la majorité au moins pourrait être froissé par le point proposé par la N-VA sur les prépensions (alors que l’âge minimal a déjà été rehaussé

Le cabinet du Premier ministre Charles Michel a proposé, mardi, un compromis sur les métiers en pénurie.

à 59 ans à partir de 2019 et à 60 ans pour 2020); le CD&V. Le tour de vis proposé par la N-VA en matière de prépensions risque de mal passer dans le clan social-chrétien. Mardi, justement, Kris Peeters, le vice-Premier ministre CD&V et ministre fédéral de l'Emploi, a validé le départ à la prépension des travailleurs licenciés de Carrefour âgés d'au moins 56 ans. En échange, Kris Peeters a demandé à Carrefour d'organiser des formations pour les travailleurs prépensionnés qui le souhaitent afin de répondre, entre autres, à la pénurie de... chauffeurs de bus en Flandre (lire page 8).

Le "jobs deal" de Charles Michel

Pour en revenir au conclave, le cabinet du Premier ministre Charles Michel a proposé mardi, lors d'une réunion intercabineaux, un projet de compromis dans

le dossier des métiers en pénurie. Il y a des dizaines de milliers d'emplois vacants en Belgique et le chef du gouvernement fédéral avait promis de s'attaquer en priorité à ce problème. Une trentaine de mesures à tous les niveaux de pouvoir avaient été identifiées et soumises aux entités fédérées via le comité de concertation. Certaines mesures peuvent avoir un impact financier pour le fédéral. Les négociations budgétaires en cours doivent en tenir compte. Par exemple, le "jobs deal" de Charles Michel prévoit une série d'exonérations fiscales et sociales, qui auront naturellement un coût. Mais qui auront également, à plus ou moins court terme, un impact positif sur l'économie et sur l'emploi - et donc sur les rentrées financières pour l'État. Il faut mettre tout cela en balance dès maintenant.

Frédéric Chardon

Prospérité économique : la Flandre reste la locomotive de la Belgique

Malgré une croissance en ralentissement progressif, le taux de chômage devrait baisser de manière continue dans les trois Régions du pays au cours des prochaines années, ressort-il des "Perspectives économiques régionales 2018-2023" dressées par le Bureau fédéral du Plan, l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA), l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) et Statistiek Vlaanderen. Ces perspectives tablent sur des créations nettes d'emploi de quelque 313 000 unités entre 2017 et 2023 (200 000 unités en Flandre, 81 000 en Wallonie et 32 000 à Bruxelles). Sur la période 2018-2020, la croissance du produit intérieur brut (PIB) belge est attendue à 1,6 % par an, contre 1,7 % en 2017.

313 000

Emplois

Le nombre de créations nettes d'emplois entre 2017 et 2023, dont 200 000 en Flandre.

Croissance flamande au sommet

Cette croissance nationale se déclinera comme suit au niveau régional: 1,7 % par an en moyenne en Flandre (1,9 % en 2017), 1,5 % en Wallonie (1,7 % en 2017) et 1,3 % en Région de Bruxelles-Capitale (1,2 % en 2017). À partir de 2021, la croissance belge ralentira progressivement, pour atteindre 1,2 % en 2023. Ce ralentis-

sement serait également de mise dans chacune des trois Régions: à Bruxelles, la croissance du PIB ralentirait à 0,9 % en 2023; en Flandre, elle passerait à 1,3 % et, en Wallonie, à 1,1 %.

Malgré cette croissance plus poussive, le chômage continuerait à refluer dans les trois Régions du pays. À Bruxelles, le taux de chômage passerait ainsi de 17,5 % en 2017 à 12,4 % en 2023, en Flandre de 7,2 % à 4,4 % et en Wallonie de 14,1 % à 10,6 %. Cumulées sur l'ensemble de la période 2017-2023, les créations nettes d'emploi s'élèveraient à 200 000 unités en Flandre, 81 000 unités en Wallonie et 32 000 unités à Bruxelles.

Le Bureau du Plan pointe néanmoins le risque d'une pénurie (accrue) de main-d'œuvre dans certains segments du marché du travail (métiers, qualifications).

Une bonne nouvelle ne venant jamais seule, même si la croissance a tendance à stagner et même à s'essouffler à moyen terme, les gains de productivité se redresseraient à partir de 2019 pour atteindre, au cours de la période 2021-2023, 0,8 % par an en moyenne en Région flamande et 0,6 % en Région wallonne et à Bruxelles.

F.M. (avec Belga)

Dialogue de sourds en commission

Celui qui espérait obtenir des réponses en commission Finances et Budget de la Chambre, mardi matin, sera resté sur sa faim... Même si le président du comité de monitoring, Alfons Boon (Open VLD), a finalement été entendu par les députés. Un doute subsistait en effet sur sa présence en commission. Il a finalement été décidé qu'il répondrait aux questions aux côtés de la ministre fédérale du Budget, Sophie Wilmès (MR).

Dans le rapport du comité de monitoring, qui a lancé le début du conclave budgétaire au fédéral, une phrase laissait entendre que tous les membres du comité n'étaient pas d'accord avec le montant du déficit (2,6 milliards) retenu pour 2019. L'opposition y voyait la preuve de l'existence de pressions du gouvernement sur le comité de mo-

onitoring pour "embellir" les chiffres du trou budgétaire.

"Scandalite aiguë"

Alfons Boon n'a pas souhaité indiquer quels hauts fonctionnaires du comité de monitoring avaient formulé des réserves sur le rapport ni combien d'entre eux l'avaient fait. Mis sous pression par l'opposition, le président du comité de monitoring a menacé de quitter la séance parlementaire. Sophie Wilmès a dénoncé "la scandalite aiguë dont semble frappée l'opposition".

Pour le chef de groupe PS, Ahmed Laaouej, insatisfait par les réponses, la sous-estimation du déficit dans le rapport du comité de monitoring porte potentiellement sur 2,5 milliards d'euros supplémentaires (soins de santé, impact du tax shift, ampleur des versements anticipés). L'effort pour 2019 serait donc de 5 milliards d'euros, selon lui.

F.C.